

POLLUTION DE LA MER MÉDITERRANÉE

Les marins-pêcheurs tirent la sonnette d'alarme

Les marins-pêcheurs ont décidé de laisser, pour un moment, leurs barques et chalutiers pour s'engager dans une longue et rude bataille contre la pollution qui touche de plein fouet la mer Méditerranée. Ils viennent d'adresser, pour la énième fois disent-ils, une longue missive au ministère de la Pêche et des Ressources halieutiques pour intervenir dans les meilleurs délais.

Lyès Menacer - Alger

(Le Soir) - Les professionnels de la pêche, organisés autour du comité national des marins-pêcheurs, soulèvent le problème de la pollution des côtes algériennes, due aux rejets occasionnés par les populations côtières mais surtout par l'activité industrielle.

Le courrier en question cite les 200 unités industrielles qui déversent d'importantes quantités de déchets toxiques dans l'oued El-Harrach.

Outre les mauvaises odeurs qui s'y dégagent et le visage hideux qu'il offre à la capitale, ce long cours d'eau participe d'une manière directe au mas-

sacre des planctons, les fruits de mer, les algues et les autres espèces sous-marines évoluant dans le Bassin méditerranéen.

Les pêcheurs s'appuient sur l'exemple d'une maladie qui a causé, en 1956, la mort de 2 200 personnes et des complications chez 12 000 habitants au Japon, en raison d'une pollution qui a touché l'espace marin et plusieurs cours d'eau dans ce pays. Les rejets occasionnés par les afflux touristiques saisonniers et les déchets naturels (troncs de bois, feuilles mortes, etc.) polluent aussi une côte longue de 1 200 kilomètres.

Le comité des marins-pêcheurs met en cause

aussi les responsables de certains navires qui abandonnent d'importantes quantités de huiles toxiques et de goudron en pleine mer.

Ces particules s'échouent souvent, sous forme de boulettes, sur les plages, sous le regard impuissant des responsables des collectivités locales.

Pourtant, le Bassin méditerranéen bénéficie de statut de zone spéciale dans le cadre des conventions internationales pour la protection des espèces marines, rappellent les rédacteurs du courrier qui se sont attardés sur les dégâts provoqués annuellement par les 120 000 bateaux qui transitent par cette zone presque fermée et aux courants marins faibles.

Par ailleurs, le président du comité national des marins-pêcheurs, Hocine Bellout, alerte contre les

pratiques sauvages et illégales de nombreux pêcheurs qui ont recours à la dynamite en mer.

«Des pêcheurs se procurent de la dynamite qui provient de la contrebande et des carrières pour massacrer les espèces marines sur plus de 40 km à la ronde.

D'autres ne respectent même pas le cycle biologique de la reproduction d'environ 1 000 espèces sous-marines qui évoluent dans un espace de 12 millions d'hectares de superficie.

Les filets utilisés, l'extraction du sable de mer, la clochardisation de la vente du poisson sont aussi des dégâts qui touchent notre mer au su et au vu des pouvoirs publics qui ne réagissent pas efficacement», dénonce notre interlocuteur, qui ne manque pas d'évoquer le massacre commis sur le corail d'El-Kala.

L. M.

PROCÈS EN APPEL DE L'AFFAIRE BCIA

La cour maintient les condamnations

Après le report du procès en appel, qui avait eu lieu le 12 octobre 2008, les frères Kharroubi Badreddine et Chakib-Toufik, fils du P-dg (en fuite) de la Banque commerciale et industrielle d'Algérie (BCIA), ont comparu ce 23 novembre 2008 devant la cour d'appel d'Oran pour répondre du chef d'inculpation de «complicité de dilapidation de deniers publics».

Cette comparution fait suite à l'appel interjeté par les deux accusés, après leur condamnation à 7 ans de prison ferme chacun, prononcée en première instance, le 21 juillet dernier, par le tribunal correctionnel d'Es-Seddikia qui avait, d'ailleurs,

relaxé deux autres personnes, jugées dans le cadre de ce même dossier, en l'occurrence les frères Nebia.

Pour rappel, à l'époque des faits qui avaient causé un préjudice financier de plus de 13,2 milliards de dinars à la Banque extérieure d'Algérie (BEA), Kharroubi Badreddine et son frère Chakib-Toufik étaient respectivement ex-directeur de la société privée d'assurance Star Hana et ex-sous-directeur de ladite banque et chargé du contentieux. Tous deux sont accusés de complicité de dilapidation de 9,9 milliards de centimes. Les Nebia, pour leur part, étaient accusés de complicité de dilapidation par le biais d'une traite d'un montant de 4,5 milliards de centimes. Le procureur général, ayant introduit un appel, a

requis 10 ans de prison contre les frères Kharroubi et 5 ans de prison ferme contre les frères Nebia.

En plus du témoignage de l'un des principaux accusés dans cette affaire, en l'occurrence Ahmed Fouatih, qui avait, lors du procès, déclaré à la grande surprise de tous qu'il avait lui-même falsifié la signature de l'un des frères Nebia. Une expertise graphologique avait certifié que la signature figurant sur la traite dont sont accusés les frères Nebia est falsifiée.

Après délibération, la justice a maintenu la condamnation des deux frères Kharroubi à 7 ans de prison ferme, alors que les deux frères Nebia, acquittés en première instance, ont été condamnés cette fois-ci à 2 ans de prison ferme.

Amel B.

INONDATIONS DE GHARDAÏA ET BÉCHAR

Les membres des cellules de proximité font le point

Les responsables de l'Agence de développement social (ADS) ont tenu, hier, une réunion d'évaluation des activités des cellules de proximité qui sont intervenues lors des inondations de Ghardaïa et Béchar.

Fatma-Zohra B. - Alger

(Le Soir) - «Nous avons dû intervenir en urgence, installer les équipes au plus vite pour la prise en charge de la population», a déclaré M. Bensenane, directeur de l'Agence de développement social.

250 agents des cellules de proximité sont intervenues sur place, selon ce

responsable, en plus des psychologues du ministère de tutelle.

M. Bensenane notera, en outre, que la Direction de l'action sociale locale ne pouvait, à elle seule, prendre en charge la population en détresse. «Il fallait élaborer un plan d'intervention, d'autant que nous avons de l'expérience, acquise après les

dramas de Bab-El-Oued et de Boumerdès notamment.» Par ailleurs, les membres des cellules de proximité, mobilisés lors des inondations, ont pris part hier à une séance de débriefing en vue de faire le point sur le travail accompli sur le terrain.

Au niveau des régions où la population a été fortement touchée, en quarante-huit heures, selon M. Bensenane, 4 100 consultations ont été effectuées. «6 800 enquêtes sociales ont été réalisées pour sélectionner les familles éligibles à l'aide de l'Etat», a

expliqué le premier responsable de l'ADS. Il s'agit, pour M. Bensenane, d'adopter une démarche commune et d'organiser, avec plus d'efficacité, les interventions à l'avenir, alors qu'une formation sera lancée au profit des psychologues.

Le ministre de la Solidarité, de la Famille et de la Communauté nationale à l'étranger réunira, aujourd'hui, les intervenants lors des dernières inondations, pour dresser le bilan des actions menées sur le terrain.

F.-Z. B.

**POUR SOUTIEN
AU TERRORISME**

Un vieux berger condamné à 3 ans de prison avec sursis

Pour soutien au terrorisme et non-dénonciation de groupes terroristes armés, A. H., un vieux berger nomade de 70 ans vient d'être condamné par la cour de justice de Bouira, dans sa session criminelle, à trois ans de prison avec sursis après avoir été condamné dans un premier temps à 10 ans de prison par contumace.

Les faits remontent à novembre 2001 lorsque les éléments de la Gendarmerie nationale de Bouira furent informés d'une incursion terroriste dans le domicile de A. H., nomade et berger auprès d'un éleveur et qui avait érigé à l'époque sa tente près de l'oued D'hous au sud de Bouira. Les informations que détenaient les éléments de la gendarmerie faisaient état de l'incursion d'un groupe terroriste composé de 11 éléments armés de kalachnikovs dans le domicile de A. H. qui leur aurait donné de la nourriture.

Plus tard, et puisque l'accusé en question était en perpétuels déplacements entre El-Hamel dans la wilaya de M'sila, sa ville natale, et plusieurs localités de Bouira, le procès a eu lieu en son absence et la justice avait prononcé 10 ans de prison par contumace à son encontre.

Présent enfin ce samedi à son procès, soit après sept ans du moment des faits, le prévenu, par l'intermédiaire de son avocat, a expliqué les circonstances dans lesquelles il avait donné de la nourriture aux terroristes qui l'avaient menacé d'égorger ses trois filles au cas où il refuserait ou informerait les services de sécurité.

Après délibération et malgré le réquisitoire du procureur de la République, les juges ont tenu compte des conditions qui ont prévalu au moment des faits et ont prononcé un jugement assez clément en condamnant l'accusé à trois ans de prison avec sursis.

H. M.

SIDI-BEL-ABBÈS

Découverte d'un cadavre d'un étudiant à la cité universitaire du 10-Octobre

Un étudiant en lettres, système LMD, natif de la localité de Oued Mebtouh, dans la wilaya de Sidi-Bel-Abbès, a été retrouvé, dans la nuit de samedi à dimanche, inanimé dans une chambre de la cité universitaire 1000 lits de l'université Djilali-Liabès de Sidi-Bel-Abbès.

Evacué vers les UMC du CHU de Sidi-Bel-Abbès, les médecins urgentistes n'ont pu que constater le décès et transférer la dépouille vers la morgue pour les procédures d'usage afin de déterminer avec exactitude les causes ayant entraîné le décès.

Quelques heures après la découverte macabre, l'UGEL a rendu public un communiqué dans lequel elle fustige les responsables de la cité universitaire, leur reprochant le laisser-aller, l'absence de sécurité, le manque de contrôle du mouvement des étudiants, l'accès des étrangers à la cité sans contrôle d'identité, la circulation de psychotropes et de boissons alcoolisées qui prévalent dans l'enceinte même de la cité universitaire. Selon les signataires du communiqué, le jeune étudiant aurait abusé de boissons spiritueuses qui ont entraîné le décès.

L'UGEL pointe un doigt accusateur sur les fonctionnaires concernés, qui, selon elle, sont responsables de l'insécurité et de l'absence de contrôle régnant au sein de la cité universitaire, situation qui a mené au drame, souligne-t-elle.

A. M.

Huit personnes écrouées pour création de lieu de débauche

Suite à des informations parvenues à son niveau, la Sûreté de Sidi-Djilali, dans la wilaya de Sidi-Bel-Abbès, a arrêté huit personnes : la propriétaire des lieux, trois autres femmes et quatre hommes, surpris en flagrant délit dans un domicile.

Les huit personnes ont été écrouées par le procureur de Sidi-Bel-Abbès avec, comme chef d'inculpation, la création de lieu de débauche.

A. M.